Questions orales

M. Knight: Monsieur l'Orateur, étant donné qu'au Canada la loi anticoalition est totalement inefficace, le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il serait prêt, en vertu de la loi sur les enquêtes relatives aux coalitions, d'effectuer une enquête sur les activités générales de toutes les sociétés établies au Canada et sur le mécanisme des prix qu'elles appliquent au marché fermé dans lequel elles évoluent?

M. Gray: Je n'accepte pas les prémisses concernant l'inefficacité de la loi. J'espère cependant que cette attitude laisse présager que le député et son parti appuieront en temps opportun le nouveau bill dans ce domaine. Je pense que les éléments dont il a parlé peuvent être examinés au cours de l'enquête que j'ai mentionnée.

M. l'Orateur: Le député aura la parole pour une dernière question supplémentaire, après quoi, ce sera le tour du représentant de Carleton-Charlotte.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LE PROJET DE CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE DE L'ÉTAT—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Bill Knight (Assiniboia): Comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources n'est pas à la Chambre, j'adresserai ma question au premier ministre. Pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement songe toujours à une société pétrolière nationale qui se lancerait sur le marché canadien et ferait de la concurrence, entraînant ainsi une diminution des prix?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le gouvernement examine beaucoup de questions, mais je ne tiens pas à entrer dans le détail des questions précises qu'étudie le cabinet en ce moment.

L'INDUSTRIE

LA PÉNURIE D'HUILES COMESTIBLES—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. A-t-il reçu un télégramme de l'Institute of Edible Oil Foods à l'égard d'une pénurie d'huiles comestibles destinées à l'industrie de l'alimentation canadienne?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur l'Orateur, je n'en ai pas reçu.

M. McCain: J'aimerais poser une question supplémentaire. Vu qu'il y a une pénurie d'huiles comestibles, j'aimerais demander au ministre quelles mesures il pense pouvoir prendre pour répondre aux besoins de l'industrie alimentaire qui se sert d'huiles comestibles pour cuire, frire, emballer, transformer, fabriquer et préparer des aliments destinés aux consommateurs

M. l'Orateur: Je pense que les renseignements demandés par le député devraient être donnés à la Chambre, s'ils doivent être donnés, au moyen d'une déclaration à l'appel des motions.

LA CITOYENNETÉ

L'ABOLITION DES PRIVILÈGES DES SUJETS BRITANNIQUES—LA PROCÉDURE DE NATURALISATION

M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Il y a deux semaines, j'ai interrogé le ministre au sujet de la fâcheuse posture dans laquelle se trouvent des milliers de sujets britanniques qui résident depuis longtemps au Canada, mais qui ne sont pas naturalisés canadiens. Plus précisément, j'ai demandé au ministre quelles mesures son ministère envisageait de prendre pour informer les sujets britanniques de l'abolition de leurs privilèges et deuxièmement, quelles mesures seraient prises pour traiter plus vite les demandes de ceux qui désirent obtenir la citoyenneté.

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, la réponse à cette question comporte plusieurs éléments. J'ai signé aujourd'hui une lettre assez complète à l'intention du député. S'il le désire, je peux la résumer maintenant, mais peut-être préférera-t-il attendre de recevoir la lettre en question.

LES PÊCHES

TERRE-NEUVE—L'INDEMNISATION DES PÊCHEURS SINISTRÉS

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement et des Pêches. Peut-il dire à la Chambre s'il a reçu du gouvernement terre-neuvien une demande d'aide pour les pêcheurs qui ont subi de lourdes pertes par suite de la tempête du 17 juin?

L'honorable Jack Davis (ministre de l'Environnement et des Pêches): Oui, monsieur l'Orateur, et je crois que d'autres instances de cette nature sont présentées aujour-d'hui par un ministre terre-neuvien au ministère des Finances, à Ottawa.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE D'INTERVENTION DU PREMIER MINISTRE EN FAVEUR DE RONALD PATRICK LIPPERT, INCARCÉRÉ À CUBA

M. Ron Atkey (St. Paul's): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Pourrait-il nous dire s'il est prêt à intervenir personnellement pour des raisons humanitaires en faveur de M. Ronald Patrick Lippert, un Canadien qui a maintenant servi dix ans d'une longue sentence de 30 ans dans une prison cubaine comme prisonnier politique, compte tenu des possibilités d'amnistie pour cet homme dans le cadre des célébrations qui auront prochainement lieu le 26 juillet à Cuba pour marquer le vingtième anniversaire de la révolution cubaine?